

# DEPARTEMENT DE L'AUDE

Commune de LEZIGNAN-CORBIERES

---



## ***Avenant n° 1***



ENTRE :

La commune de Lézignan-Corbières, collectivité compétente pour la collecte et le traitement des eaux usées et par décision du conseil municipal en date du ....., ci-après dénommée par "La Collectivité",

D'une part.

ET :

La société SAUR, Société par actions simplifiées au capital de 101 529 000 d'euros, inscrite au Registre du Commerce de Nanterre, sous le numéro B 339 379 984, dont le siège social est au 11 chemin de Bretagne 92 130 ISSY LES MOULINEAUX, représentée par Monsieur Frédéric ROLLAND, Directeur Régional Languedoc Roussillon, ci-après « le Concessionnaire »,

D'autre part.



IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par contrat notifié le 09/08/2021, la Collectivité a confié au Déléataire l'exploitation de son service public d'assainissement.

L'article 57 du contrat prévoit que l'exploitant en charge des services de distribution d'eau potable assure pour le compte du Déléataire, la facturation et le recouvrement de la redevance assainissement correspondant au service affermé. Les conditions d'encaissement et de reversement de la redevance d'assainissement sont définies par une convention à établir entre le Déléataire, le gestionnaire du service d'eau (annexe 9 du contrat).

Cette convention a été établi et annexé en date du 21 octobre 2021.

Par ailleurs l'article 60.1 du contrat prévoit que les tarifs sont actualisés semestriellement sur la base des indices connus le premier jour du mois précédant la période de consommation. Soit au 1<sup>er</sup> décembre pour la facture du 1<sup>er</sup> janvier par exemple.

Les nouveaux tarifs d'eau potable sont connus contractuellement quant à eux au 1<sup>er</sup> octobre pour la facture du 1<sup>er</sup> janvier.

Cette distorsion d'établissement des tarifs fait apparaitre un rappel de facturation de l'abonnement du service d'assainissement sur la facture du semestre suivant.

Les parties conviennent d'avancer chronologiquement cette phase de révision des tarifs d'assainissement.

Le présent avenant qui ne modifie pas l'objet du « contrat initial » ni ne bouleverse son économie générale, a pour objet de concrétiser ces nouvelles dispositions. Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet avenant n'entraînant pas de modification des tarifs, la Commission de Délégation de Service Public de la Collectivité ne doit pas être consultée.

EN CONSEQUENCE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

**Article 1 – indexation des tarifs****Cet article annule et remplace l'Article 60.1 du contrat**

Au titre de la collecte et du traitement des eaux usées et du traitement des matières de vidange

A chaque période de facturation semestrielle, la rémunération PF, R et V du Déléataire telle que définies à l'Article 54 sont calculées selon la formule suivante :

$$PF = K1 \times PF_0$$

$$R = K1 \times R_0$$

$$V = K1 \times V_0$$

Avec :

$$K1 = \left( 0,15 + 0,28 \frac{ICHT-E}{ICHT-E_0} + 0,23 \frac{TP10A}{TP10A_0} + 0,26 \frac{FSD2}{FSD2_0} + 0,08 \frac{010534766}{010534766_0} \right)$$

La valeur retenue des indices est celle connue au premier jour du trimestre précédent la période de consommation (exemple : au 1er octobre si la période de consommation débute le 1er janvier).

L'évolution de la formule de révision de la rémunération fermière au titre de la collecte et du traitement des eaux usées est plafonnée à 2,5 % par an, sur trois années glissantes

**Article 2 - prise d'effet et validité des clauses antérieures**

Les stipulations contenues dans le contrat initial et non contradictoires avec le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant entrera en vigueur à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.

Fait à LEZIGNAN, le

La Collectivité

Le Déléataire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230124-2023-004-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/01/2023

Publication : 25/01/2023

